

une situation avantageuse sur le plan concurrentiel. C'est une affirmation trompeuse que nie l'industrie.

Il peut répliquer à l'industrie qu'on ne nous a pas dit la vérité, qu'on n'a pas été franc avec la Chambre des communes. Mais c'est exactement ce qu'on nous a dit.

C'est la même chose en ce qui concerne la restauration rapide. Les gens de ce secteur nous ont dit que leur clientèle était très sensible aux prix, que moins d'enfants vont acheter des Big Mac s'ils doivent payer 7 p. 100 de plus et que leur industrie va se ressentir du projet de loi qui est à l'étude à la Chambre.

C'est une réponse précise à sa question. Je suis content qu'il l'ait posée. Cette partie au moins de la brochure est de la propagande et ne correspond pas aux faits.

M. Gustafson: Monsieur le Président, le député de Yorkton—Melville représente une circonscription agricole comme la mienne, Souris—Moose Mountain. Il a cependant passé sous silence les avantages nets de la TPS pour l'agriculture.

Je voudrais les énumérer pour lui dès maintenant. Dans le cas d'un agriculteur qui achète un tracteur neuf, le certificat d'utilisation finale va servir comme il l'a toujours fait. Mais s'il achète une batterie, de la chaîne, une échelle, un cric, un marteau, du bois d'oeuvre, des poteaux, du fil ou des crampons—tous ces articles—il peut demander un remboursement de 7 p. 100, chose qu'il ne pouvait faire jusqu'ici. La plupart de ces articles sont taxés à 13 p. 100.

Je soutiens que la TPS vaudra à l'agriculteur moyen un avantage net de 1 500 à 2 000 \$. S'il achète un camion d'une demi-tonne, l'avantage sera de 2 000 \$ sur un camion de 20 000 \$.

Il y a vraiment en l'occurrence un net avantage pour l'agriculture. Les agriculteurs sont exemptés de la taxe, mais le député a omis de le faire remarquer à ses électeurs.

Je vous remercie de m'avoir permis de le faire, monsieur le Président.

M. Nystrom: Monsieur le Président, je renvoie le député d'Assiniboia aux audiences d'octobre. Des représentants de la Fédération de l'agriculture ont comparu devant le Comité des finances. Ils ont soutenu que la TPS ajouterait plusieurs millions de dollars par année aux

coûts d'exploitation des agriculteurs à cause du fardeau administratif supplémentaire. Voilà ce qu'ils disent.

M. Siddon: Ils ne comprenaient pas le système.

M. Nystrom: Le député de la Colombie-Britannique dit que les agriculteurs ne comprenaient pas le système. La question n'est pas là. Je dis seulement que c'est ce qu'ont dit les représentants de la Fédération de l'agriculture. Il me semble qu'ils sont probablement des experts en la matière puisque ce sont des agriculteurs.

M. Siddon: Répandez la vérité.

M. Nystrom: Il y en a un qui veut que je répande la vérité. Je vous dis ce qu'ils nous ont dit, et je sais que les agriculteurs savent de quoi ils parlent. J'aimerais bien que le je-sais-tout d'en face, sur les banquettes ministérielles, écoute les agriculteurs.

Le député d'Assiniboia sait que toute la comptabilité additionnelle constituera un fardeau pour l'agriculteur ordinaire. La paperasserie va être un fardeau. Voilà ce que les agriculteurs nous ont dit.

Je sais que beaucoup de pièces d'équipement agricole sont exemptées. Je sais également qu'une disposition du projet de loi prévoit que l'agriculteur aura un certificat pour les équipements coûteux. Je sais que ces dispositions figurent dans le projet de loi.

En terminant, j'estime que rien ne garantit que toute la taxe actuelle de 13 p. 100 sera remise à l'agriculteur. Par le passé, le prix des matières premières a souvent baissé, comme celui du pétrole brut au Moyen-Orient, mais les économies ne sont pas répercutées sur les prix à la pompe à essence.

Vous ne pouvez pas me dire que les 18 milliards de dollars que représentent actuellement la taxe fédérale de vente et la taxe sur les ventes des fabricants seront remis à l'agriculteur, au dirigeant d'une petite entreprise ou à la personne qui se construit une maison.

À mon avis, l'agriculteur ne sera pas en meilleure position financière. Si vous écoutez vos électeurs, vous verrez que la plupart sont convaincus du contraire.

M. MacWilliam: Monsieur le Président, j'ai deux courtes questions à poser au député afin d'éclairer la population. Tout d'abord, le ministre des Finances a répété que la TPS n'aura aucune incidence sur le niveau des recettes. Il a également dit que la taxe remplacera la taxe sur les ventes des fabricants, qui n'est pas favorable au secteur manufacturier.